

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale. L'opinion des Français en 2024

Auteure : Hélène Blake

Juin 2024



Source: Banque d'image Pixabay

L'Enquête Conditions de Vie et Aspirations du CREDOC

- Une enquête réalisée en ligne auprès de 3 000 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant sur tout le territoire français (France métropolitaine, Corse et DROM)
 - 3 000 personnes interrogées à chaque vague
 - 3 vagues par an (janvier, juin, octobre)
 - Avant 2015, l'enquête était menée en face-à-face sur un échantillon de 2000 personnes et sur un champ plus restreint : les individus de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine, hors Corse
 - Vague de début 2024
 - 3017 personnes interrogées
 - Terrain du 20 décembre 2023 au 15 janvier 2024
- La représentativité de l'échantillon est basée sur la **méthode des quotas**
 - ZEAT, taille d'agglomération, âge, sexe, âge x diplôme, catégorie socio-professionnelle et type d'habitat
 - Les quotas sont suivis au fur et à mesure de l'avancée du terrain et l'échantillon est redressé a posteriori
- **Des questions propres à chaque client et d'autres mutualisées**
 - Une vingtaine de critères **sociodémographiques**
 - De très nombreuses questions sur les **modes de vie et les opinions** de la population, portant sur la santé, les inquiétudes, les préoccupations, la famille, l'environnement, les loisirs, les pratiques culturelles, le moral économique, l'opinion sur le fonctionnement de la société, les politiques sociales, etc.

Objectifs de l'étude

- Ce document présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le cadre du dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC.
- Il repose notamment sur les réponses à 8 questions de l'enquête CDV fournies par l'ADEME.
- Les résultats sont présentés sous forme de tris à plat et quand la profondeur historique le permet, dans une perspective longitudinale parfois d'une trentaine d'années. Ces analyses sont complétées par des croisements socio-démographiques, mises en perspectives etc.
- Plusieurs thématiques sont abordées :
 - Comment a évolué la **préoccupation vis-à-vis de l'environnement** des Français, notamment dans un contexte économique morose?
 - Quelles sont les attentes des Français vis-à-vis de **l'action publique**?
 - Quelle vision les Français ont de la fiscalité et des usages des fonds publics? Comment celle-ci s'articule avec leurs opinions sur **la fiscalité environnementale et la fiscalité carbone**?

Source: Banque d'image Pixabay

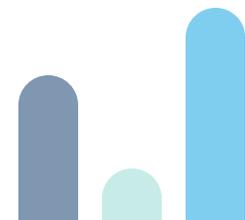


P. 6 1. Un contexte économique et social morose dont l'environnement fait les frais

P. 16 2. Des attentes fortes vis-à-vis des politiques environnementales mais une faible inclination aux sacrifices individuels

P. 21 3. Une forte volonté de justice fiscale

P. 28 4. Quelles marges pour la fiscalité environnementale?



Principaux enseignements

Un contexte général morose qui fait passer l'environnement derrière d'autres préoccupations

- L'inflation ralentit mais continue à peser sur le budget des Français
- La question environnementale baisse dans les priorités des Français mais la sensibilité reste élevée
- L'inquiétude vis-à-vis du risque climatique fléchit également

Des attentes fortes pour renforcer l'action publique pour l'environnement doublées d'une défiance vis-à-vis des politiques

- Une volonté forte d'action politique
- Une forte conscience des efforts financiers requis
- L'adhésion à des sacrifices individuels est en recul

L'acceptabilité pour la fiscalité environnementale est faible mais peut être infléchie

- Une aversion à payer personnellement de l'impôt en baisse en 2024, mais qui reste forte
 - Fort sentiment de perdre au système socio-fiscal et d'exclusion par rapport aux autorités publiques
 - 44% de la population refuse de payer davantage d'impôts quelle qu'en soit la raison (53% en 2023)
- Une volonté de justice fiscale, pesant notamment sur les plus riches
- La fiscalité carbone est peu acceptée *a-priori* ...
- ... *mais peut convaincre une majorité de Français selon l'usage des recettes*
 - Le financement de la transition est un argument qui faiblit et semble d'abord mobiliser les personnes déjà convaincues par une fiscalité carbone.
 - La redistribution monétaire convainc une grande partie de récalcitrants



01.
**Un contexte
économique et
social morose
dont
l'environnement
fait les frais**

Source: Banque d'image Pixabay

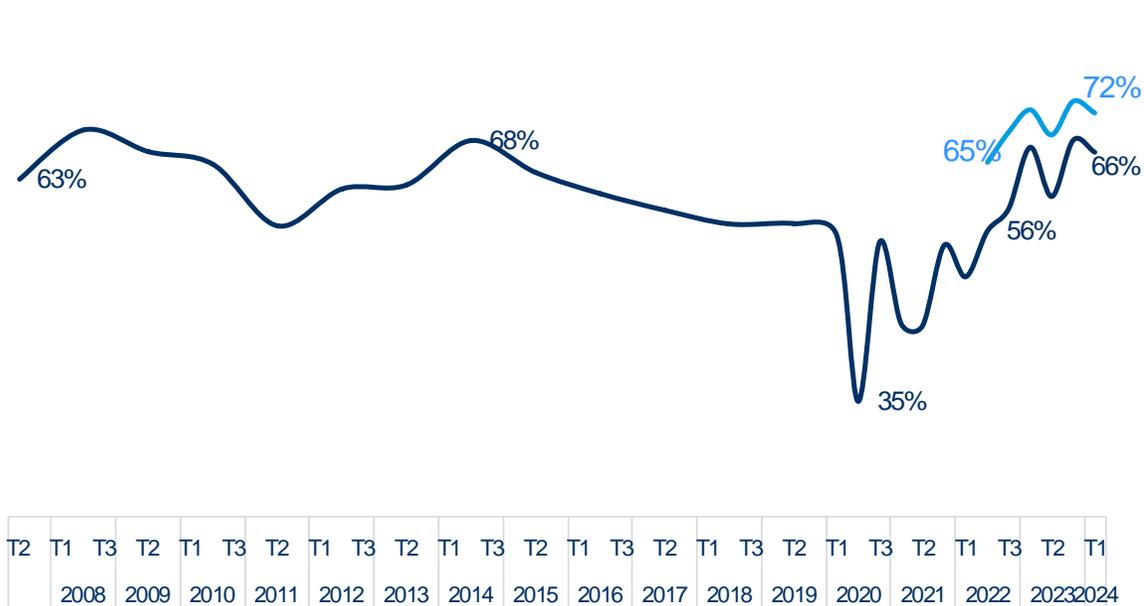


L'inflation affecte toujours le quotidien de 7 Français sur 10

Tous les niveaux de vie sont touchés en moyenne

Part des Français affectés par l'inflation et s'imposant des restrictions budgétaires

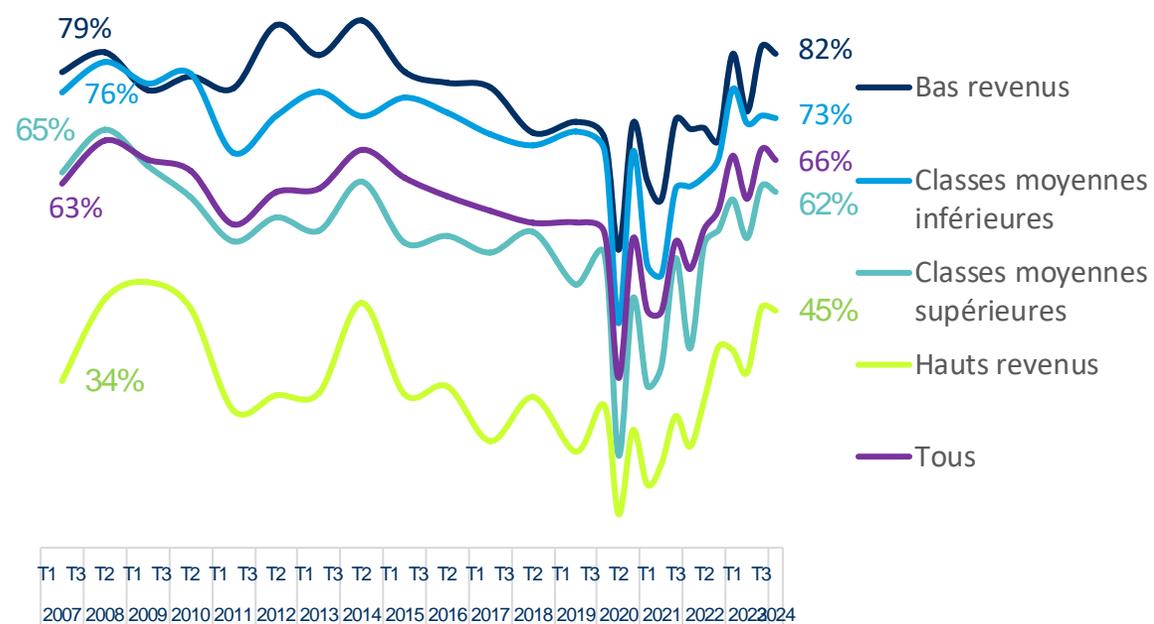
2008-2024



Part des Français déclarant s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget

Par quartile de niveau de vie

2008-2024



— % s'imposent des restrictions budgétaires — % affectés par l'inflation récente

Source: enquête Conditions de vie et aspirations 2008-2024, CREDOC

Source: enquête Conditions de vie et aspirations 2008-2024, CREDOC

Un sentiment de vulnérabilité qui ne faiblit pas

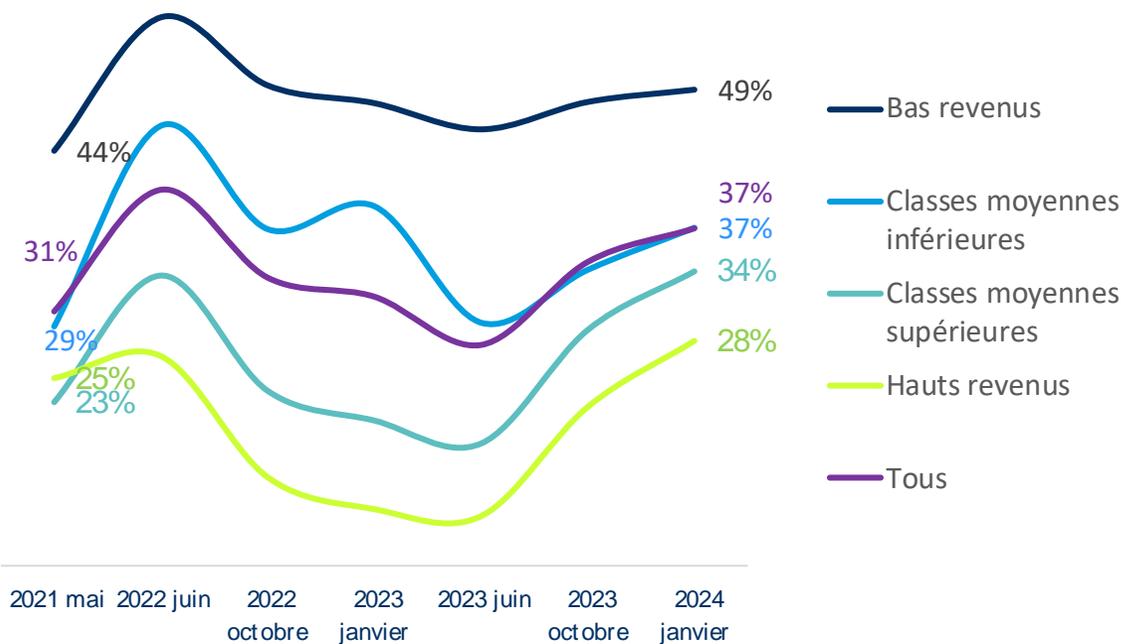
En hausse pour l'ensemble de la population, y compris les plus aisés

« Vous personnellement, vous sentez-vous aujourd'hui en situation de vulnérabilité ? »

Part des Français répondant « oui tout à fait » ou « oui plutôt »

Par quartile de revenu

2021-2024



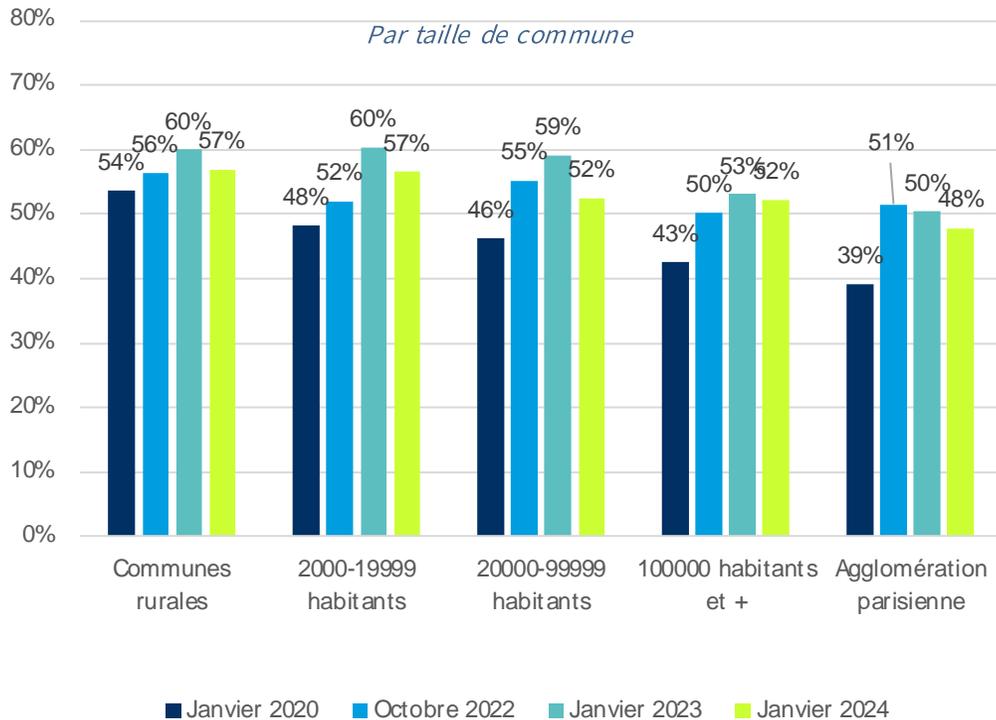
Le poids des dépenses de chauffage s'allège mais reste élevé

Il est particulièrement lourd dans les communes rurales et les petites villes et ne s'est pas réduit pour les plus pauvres

Part de la population française répondant «une lourde charge», «une très lourde charge» ou «une charge à laquelle vous ne pouvez pas faire face» à la question «Les dépenses pour chauffer votre logement représentent-elles pour votre budget personnel (ou celui de votre foyer) ?»

Part des Français affirmant que les dépenses de chauffage représentent une lourde charge

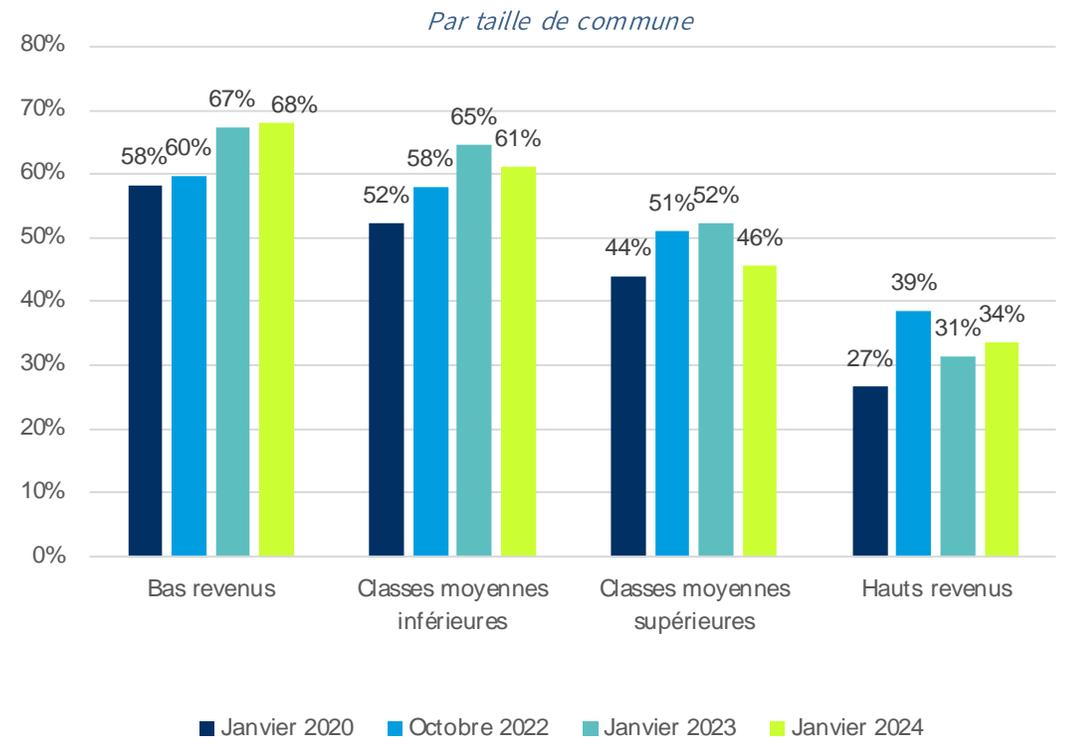
De janvier 2020 à janvier 2024



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC

Part des Français affirmant que les dépenses de chauffage représentent une lourde charge

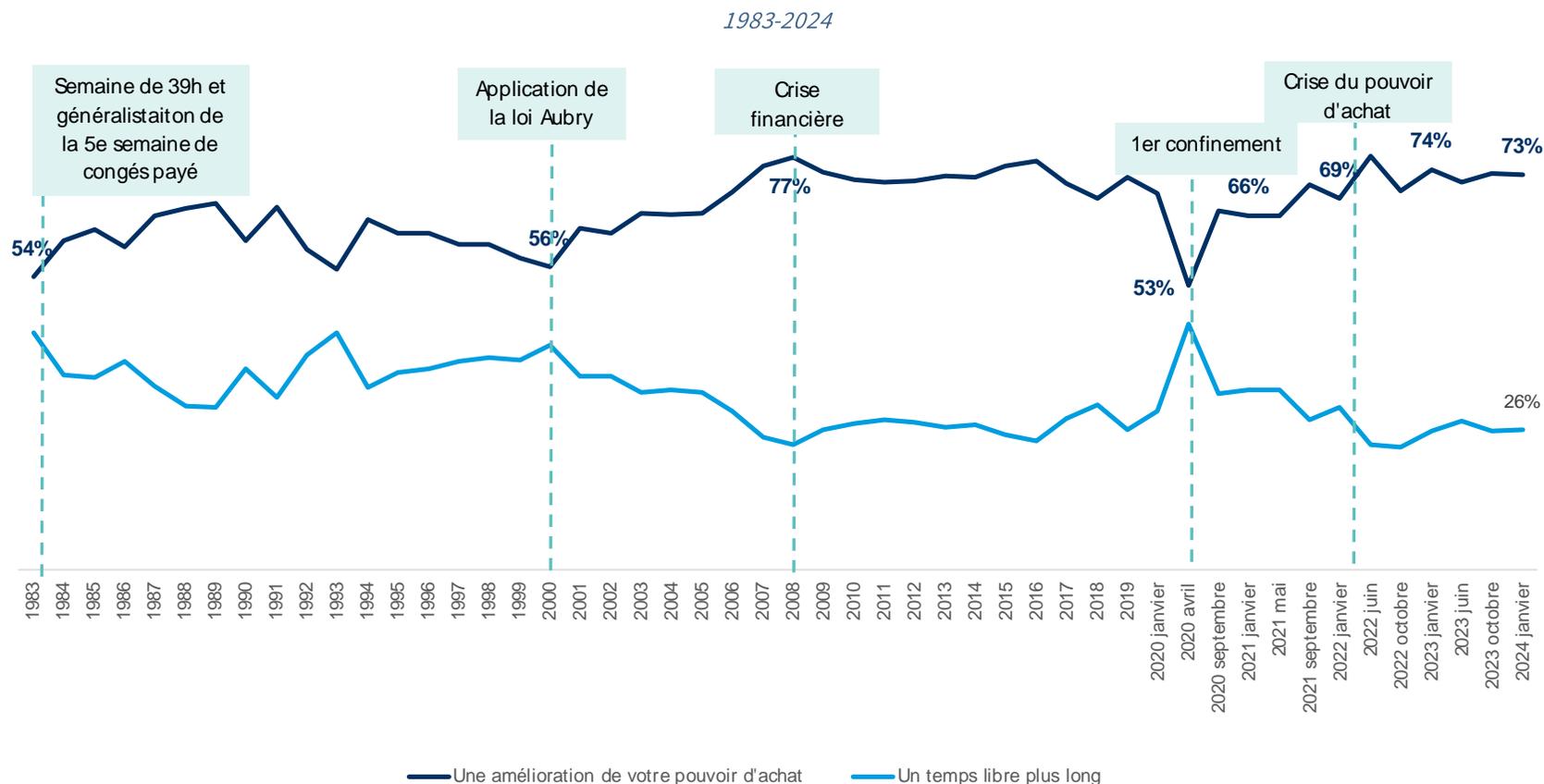
De janvier 2020 à janvier 2024



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC

Entre temps libre et pouvoir d'achat, les trois-quarts de la population optent pour le second

« Quelle est votre préférence entre ... ? Si vous étiez actuellement en emploi, quelle serait votre préférence entre... » (en %)

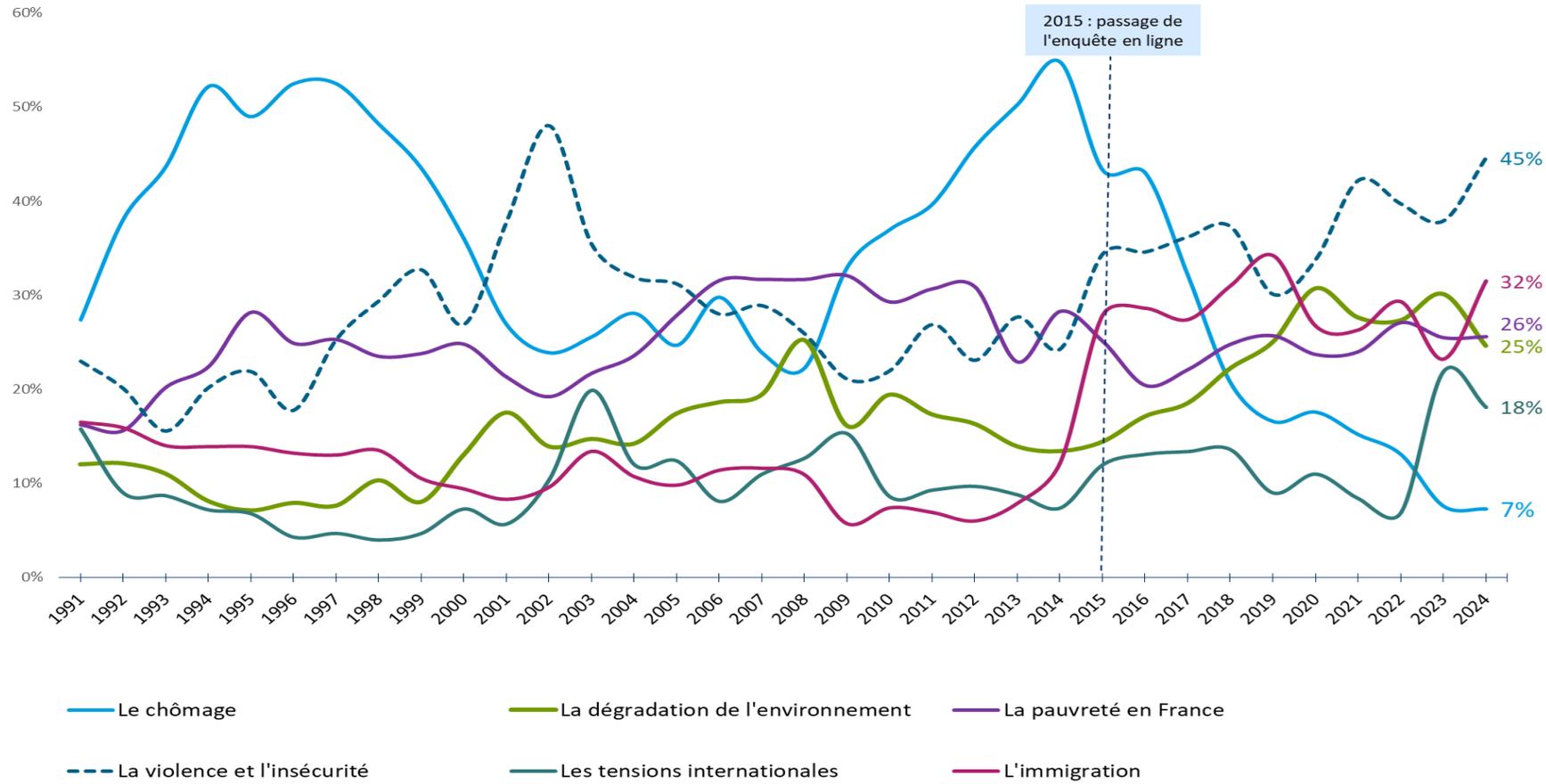


Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC

Une préoccupation pour l'environnement en baisse face à d'autres sujets

La préoccupation pour la dégradation de l'environnement se réduit, au profit de la sécurité et l'immigration

Premières préoccupations des Français parmi une liste de 11 choix



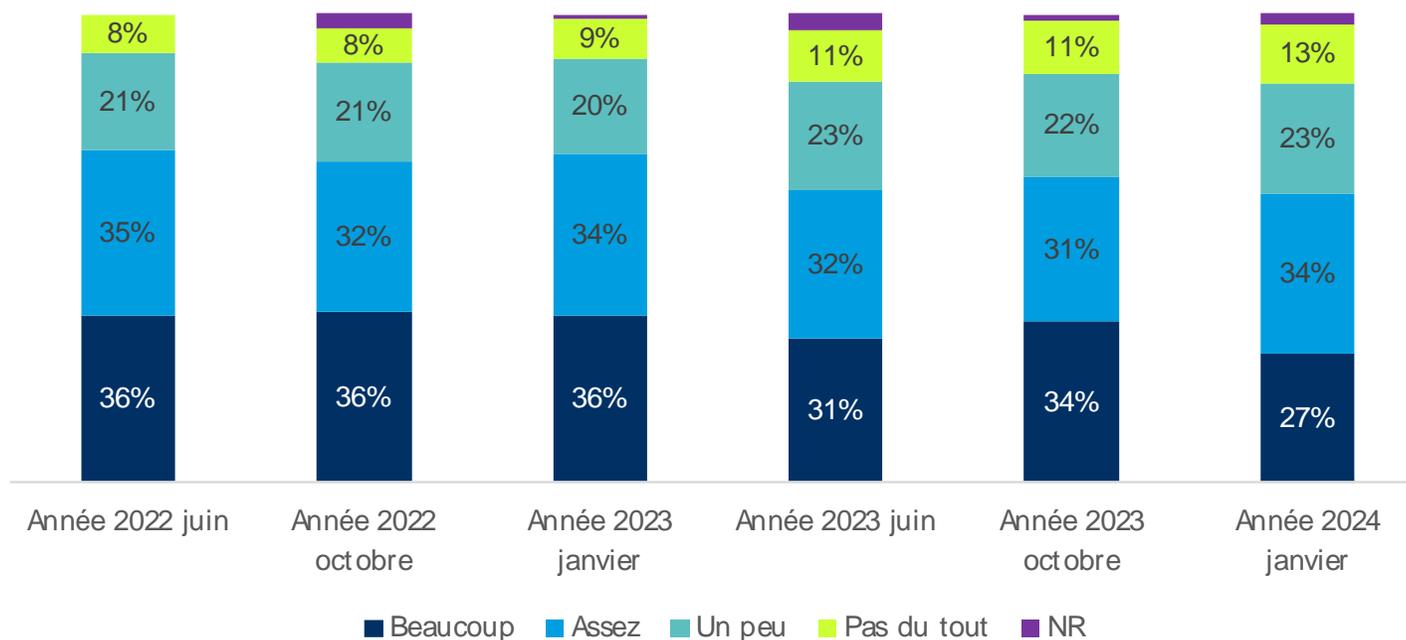
La préoccupation pour l'environnement est plus forte pour les moins de 25 ans (33%), les diplômés du supérieur (31%), le plus hauts revenus (29%), les cadres (37%) et les habitants de l'agglomération parisienne (29%)

La forte préoccupation par rapport à la pauvreté reflète notamment la situation économique actuelle. La hausse des préoccupations par rapport à l'immigration est aussi à mettre dans le contexte des débats parlementaires sur la LOI n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration.

L'inquiétude vis-à-vis du risque climatique fléchit également

On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous indiquer si les risques suivants vous inquiètent ? (Changement climatique)

2022-2024

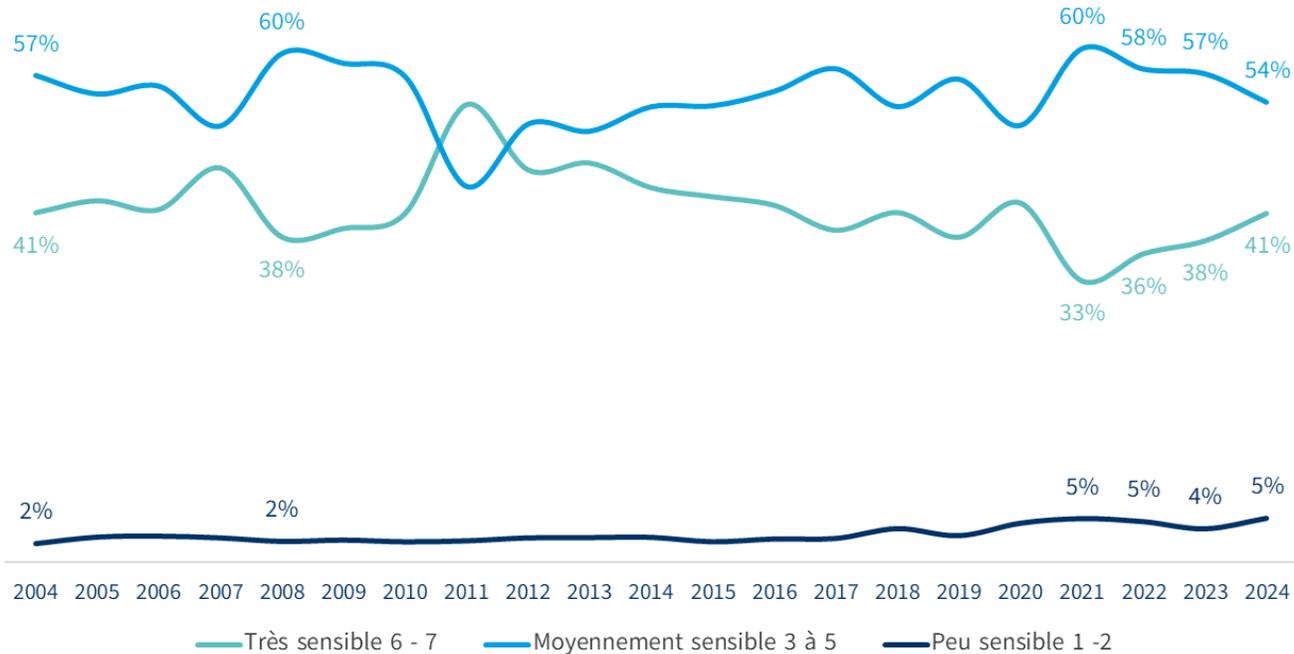


Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question CREDOC.

La sensibilité pour l'environnement reste toutefois élevée

Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes « totalement insensible » à 7 si vous y êtes « très sensible ». Comment vous classez-vous ? (échelle de 1 à 7)

2004-2024



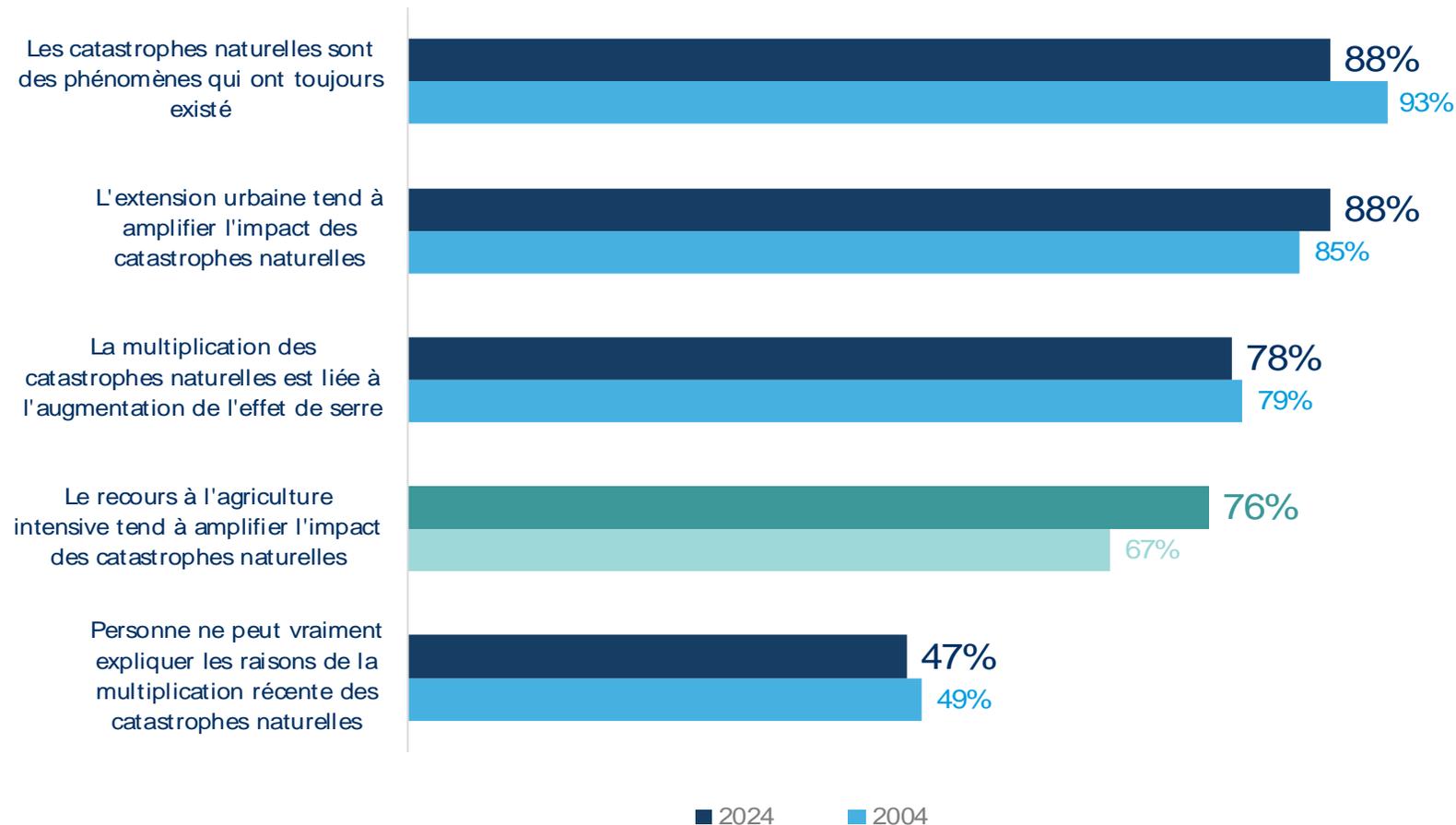
En ne mettant pas la question de l'environnement en rivalité avec d'autres préoccupations, la sensibilité à l'environnement reste élevée.

Les populations les plus sensibles à l'environnement sont les 60-69 ans, les cadres et professions intellectuelles et les personnes vivant en région parisienne.

La proportion de personnes se déclarant « peu sensibles » a doublé en 20 ans.

Sur le long terme, une forte conscience du facteur humain dans les catastrophes naturelles stable depuis 20 ans

Part des Français d'accord ou plutôt d'accord avec les affirmations suivantes



La conscience du rôle de l'effet de serre est élevée, et ce depuis 2004

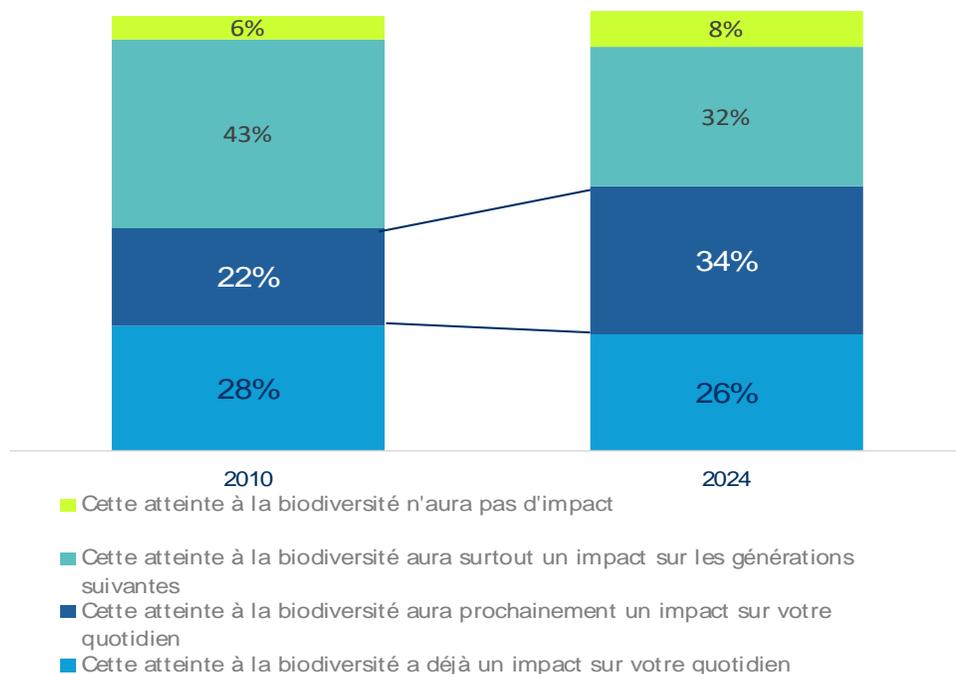
Seule la conscience du rôle de l'agriculture intensive connaît une forte croissance depuis 20 ans.

Ces opinions pointant les responsabilités de l'effet de serre et du facteur humain dans les catastrophes climatiques sont largement partagées dans la population. Ils le sont d'autant plus chez les personnes les plus diplômées et se déclarant le plus à gauche de l'échiquier politique.

Les Français plus concernés par la dégradation de la biodiversité

« Pensez-vous que la diminution ou la disparition de certaines espèces animales, et de certaines plantes, peuvent avoir un impact sur vous personnellement, dans votre vie quotidienne ? »

Janvier 2010-2024



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question CREDOC.

Un « concernement » plus fort pour les jeunes générations:

Janvier 2024

	Cette atteinte à la biodiversité a déjà un impact sur votre quotidien	Cette atteinte à la biodiversité aura prochainement un impact sur votre quotidien	Cette atteinte à la biodiversité aura surtout un impact sur les générations suivantes	Cette atteinte à la biodiversité n'aura pas d'impact
Moins de 25 ans	29%	36%	25%	9%
25 à 39 ans	26%	43%	24%	8%
40 à 59 ans	31%	31%	30%	8%
60 à 69 ans	21%	30%	41%	7%
70 ans et plus	20%	29%	43%	8%
Ensemble	26%	34%	32%	8%

Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question CREDOC.

02.

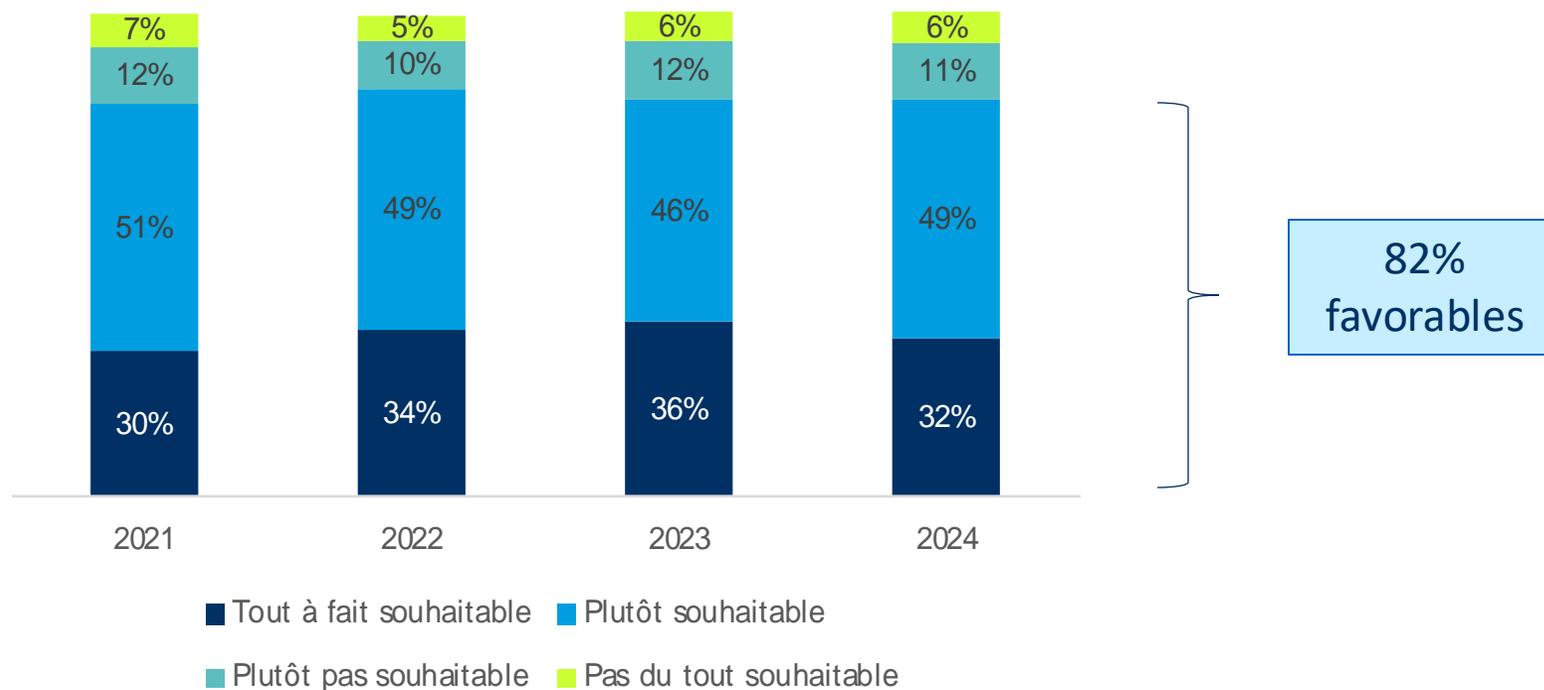
Des attentes fortes vis-à-vis des politiques mais une faible inclination aux sacrifices individuels

Source: Banque d'image Pixabay



Les Français s'accordent sur le besoin d'un investissement massif pour lutter contre le réchauffement climatique

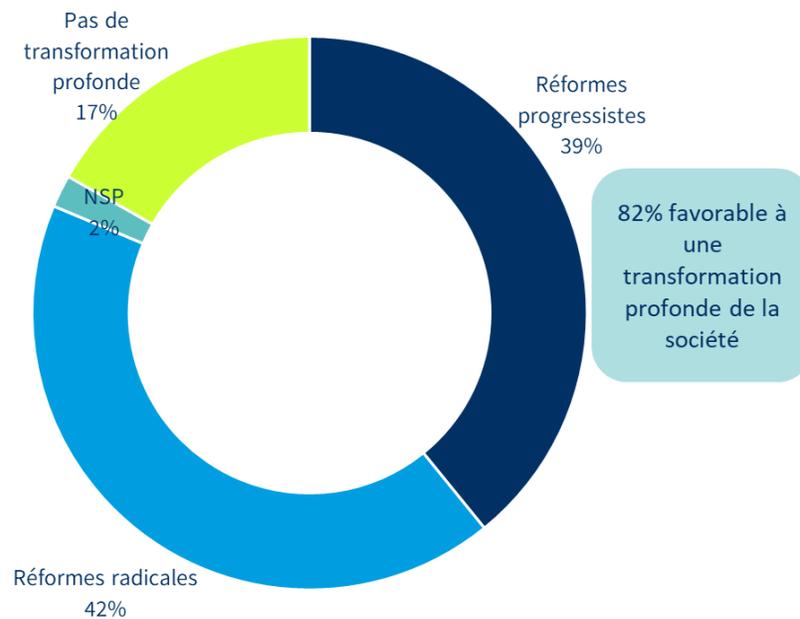
« Les pays du monde entier ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? »



Un effort massif qui s'inscrit dans une forte envie de changement sociétal

« Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? » (oui/non)
« Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ? »

Janvier 2024

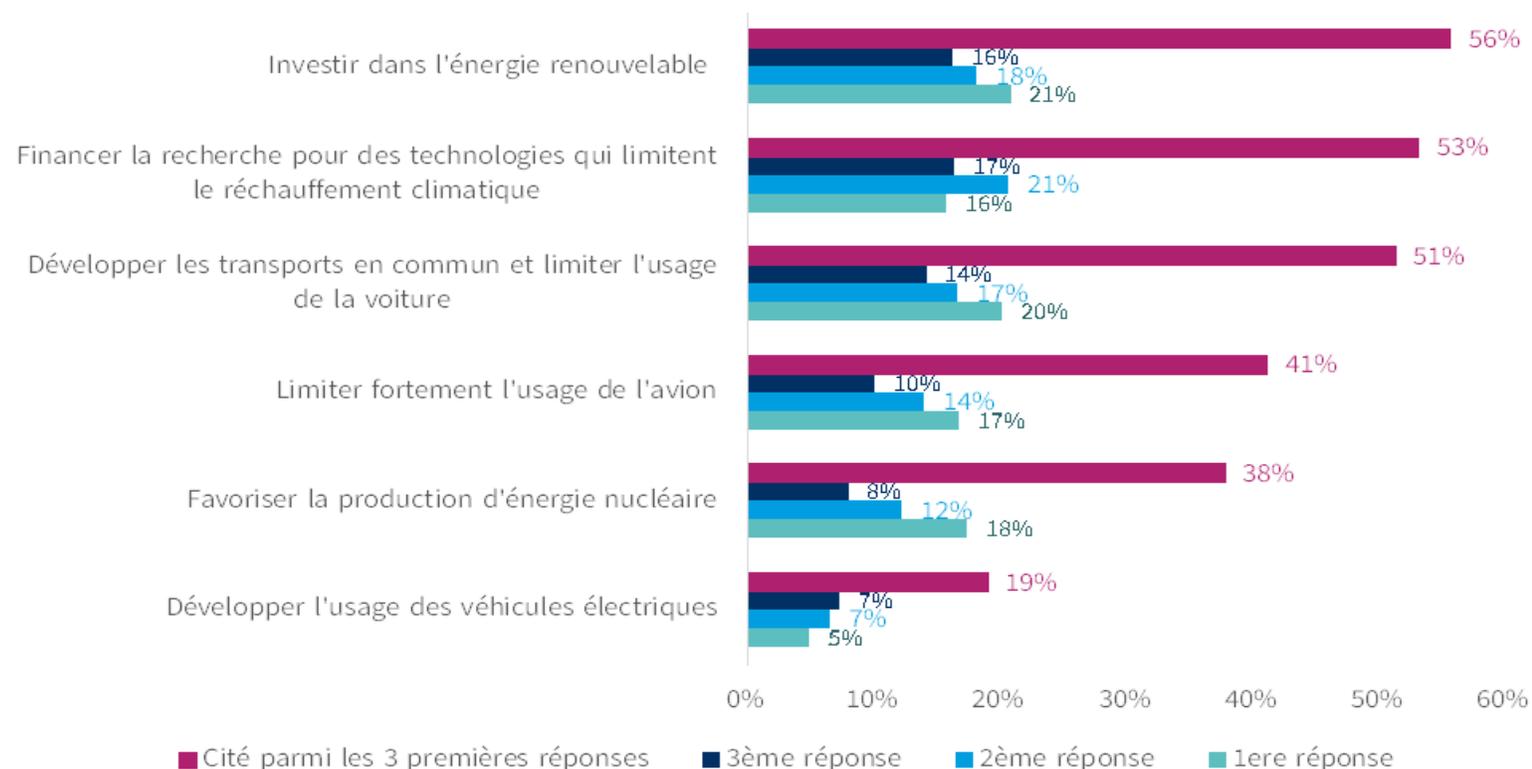


Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question CREDOC.

Le rôle des pouvoirs publics dans l'action pour l'environnement avancé par les Français couvre de nombreux domaines

Une priorité d'investissement attendue pour les énergies bas-carbone, la recherche et les transports en commun.

«Selon vous, quelles devraient être les priorités des pouvoirs publics pour la protection de l'environnement ? (3 réponses maximum)»

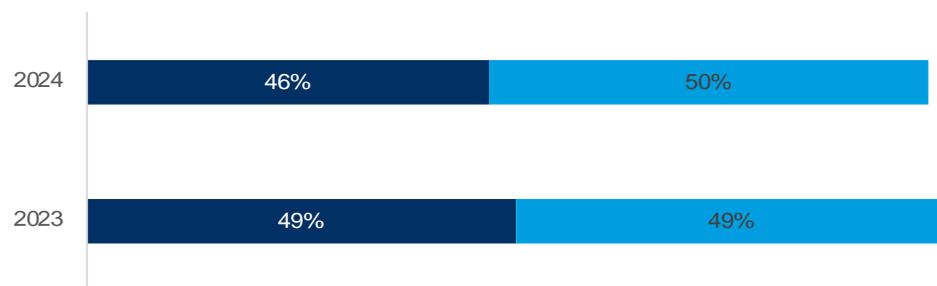


Une baisse de l'acceptation des contraintes pour limiter l'impact sur l'environnement

Le renoncement aux libertés semble générer une plus forte aversion que celui à la consommation.

Selon vous la priorité c'est...

(50% de l'échantillon. Choix entre 2 modalités et NSP.)

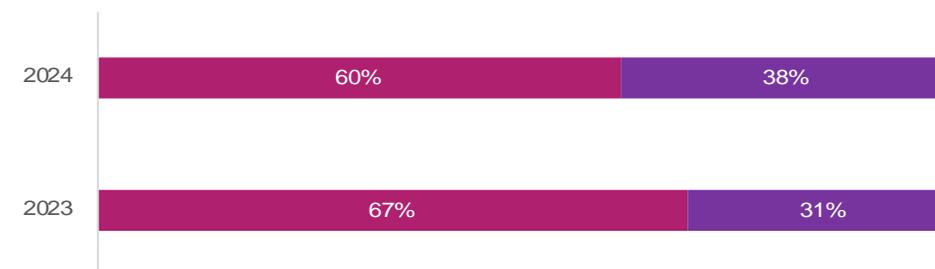


- Que des règles collectives limitent les comportements qui sont nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles (comme la liberté de circuler, la liberté de choisir les produits que l'on consomme, etc.)
- Que les libertés individuelles soient préservées (liberté de circuler, de choisir les produits que l'on consomme, etc.), même si c'est aux dépens des enjeux collectifs liés à l'environnement

Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question proposée par l'ADEME.

Selon vous la priorité, c'est...

(50% de l'échantillon. Choix entre 2 modalités et NSP.)



- Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela restreint certains choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques..)
- Que les choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques..) soient préservés, même si c'est aux dépens de la préservation de l'environnement

Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question proposée par l'ADEME.

Les cadres et diplômés du supérieur sont plus prêts que les autres à renoncer à certaines libertés.
Les agriculteurs et ouvriers sont moins prêts à sacrifier les choix individuels de consommation.

03.

Une forte volonté de justice fiscale

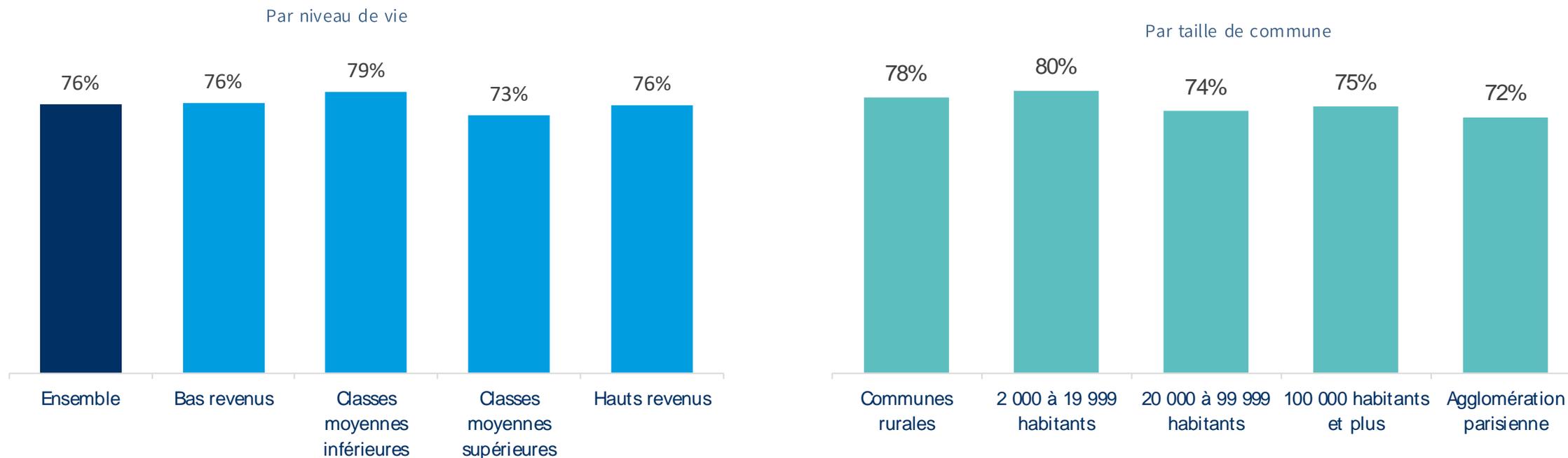
Source: Banque d'image Pixabay



Un large sentiment d'être perdants du système socio-fiscal

Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ? »

Part des Français se considérant « Plutôt perdant »



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question proposée par l'ADEME

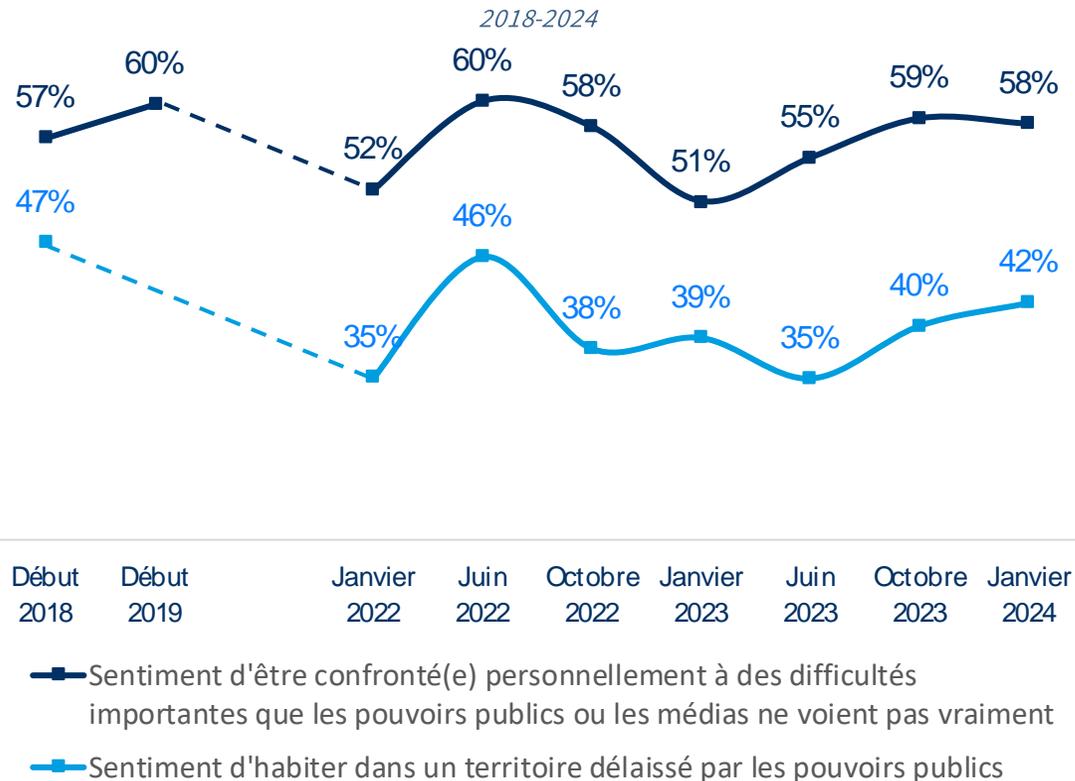
La proportion se déclarant perdant du système est relativement stable depuis 2020 et est similaire au niveau de 2014 dans l'enquête CDV.

Or, d'après l'Insee, la redistribution élargie, incluant l'ensemble des transferts monétaires et les services publics, améliore le niveau de vie de 57 % des personnes, dont 85% des plus modestes et réduit également les inégalités entre les habitants de l'agglomération de Paris aux revenus primaires plus élevés et ceux des autres territoires.

(Insee Analyses, N°88, paru le 19/09/2023)

Un sentiment de déconnexion des pouvoirs publics proche de celui observé en 2018 avant la crise des gilets jaunes

Part des Français répondant par la positive aux questions « Avez-vous le sentiment d'être confronté(e) personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? » et « Avez-vous le sentiment d'habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics ? »



Une confiance en berne vis-à-vis des politiques et du gouvernement

Malgré une certaine stabilisation, et sans atteindre le niveau de janvier 2019 (période « gilets jaunes »), la confiance vis-à-vis des politiques et du gouvernement est particulièrement basse relativement à l'élection de 2017.

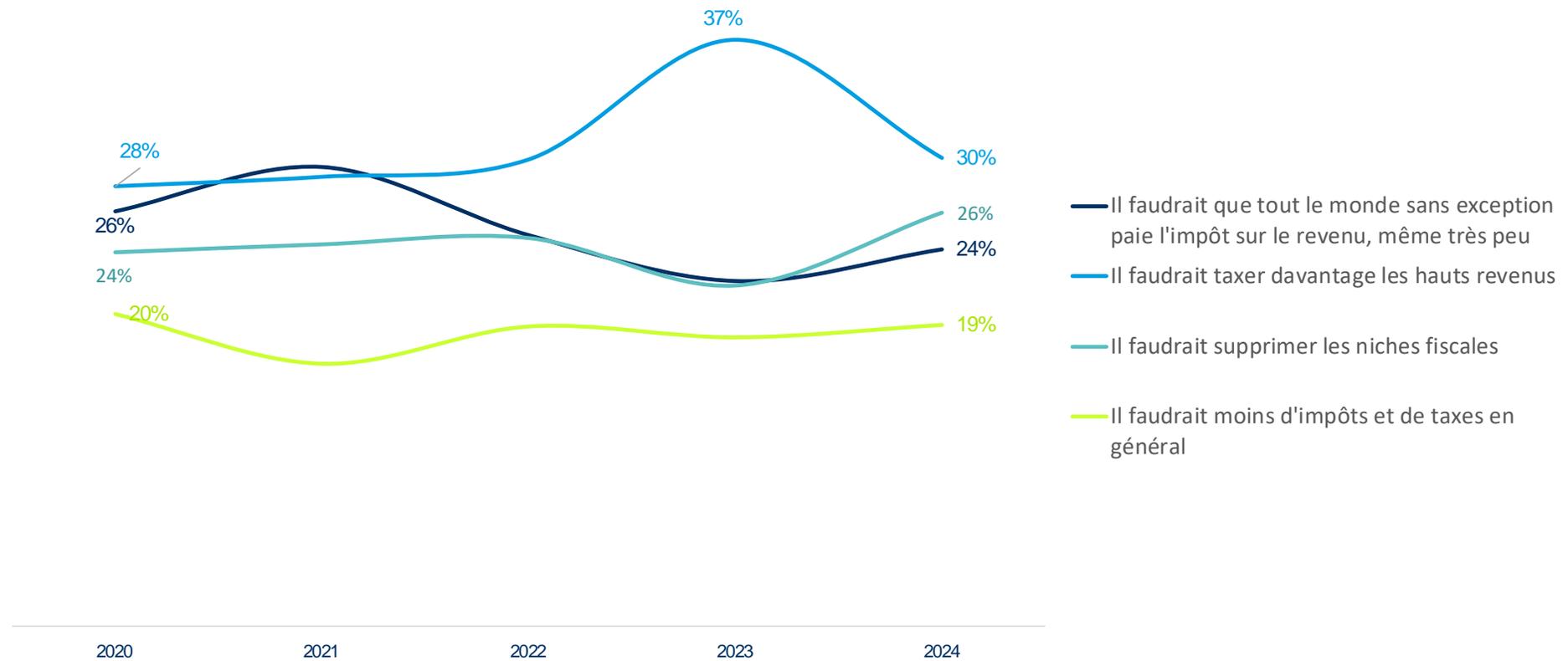
Part des Français ayant confiance dans le personnel politique et le gouvernement
2020-2024



Une volonté de justice et d'efficacité passant largement par la fiscalité des plus riches

« Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ? »

2020-2024



La vision de justice fiscale dépend d'abord du niveau de vie

Bas revenus et classes moyennes souhaitent faire d'abord payer les hauts revenus

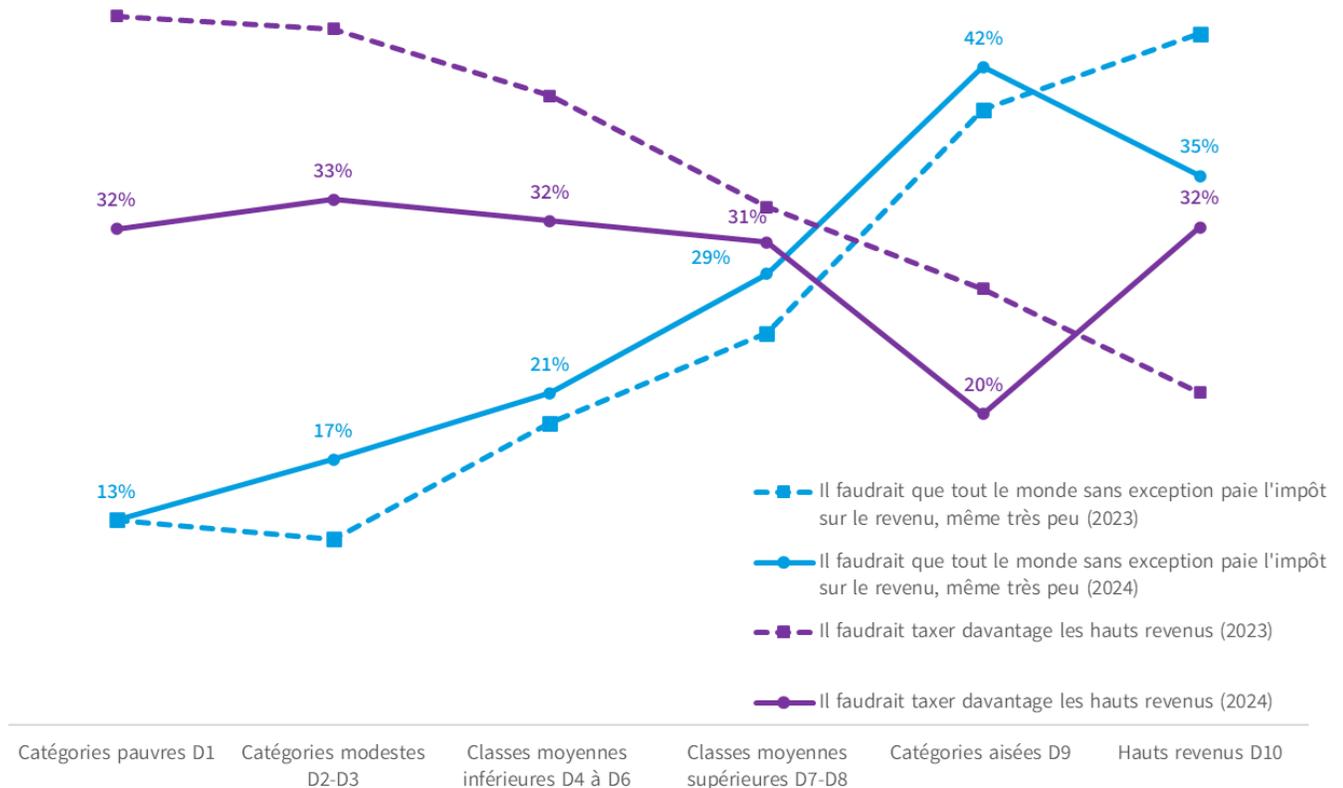
Plus de la moitié des Français souhaitent des hausses d'impôts ciblées: sur les hauts revenus (30%) et suppression des niches fiscales (26%)

1 Français sur 5 considère qu'il faudrait payer moins d'impôt en général

« Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ? »

Par niveau de vie

Janvier 2024



L'environnement n'est pas le domaine pour lequel les Français seraient prêts à payer plus d'impôt

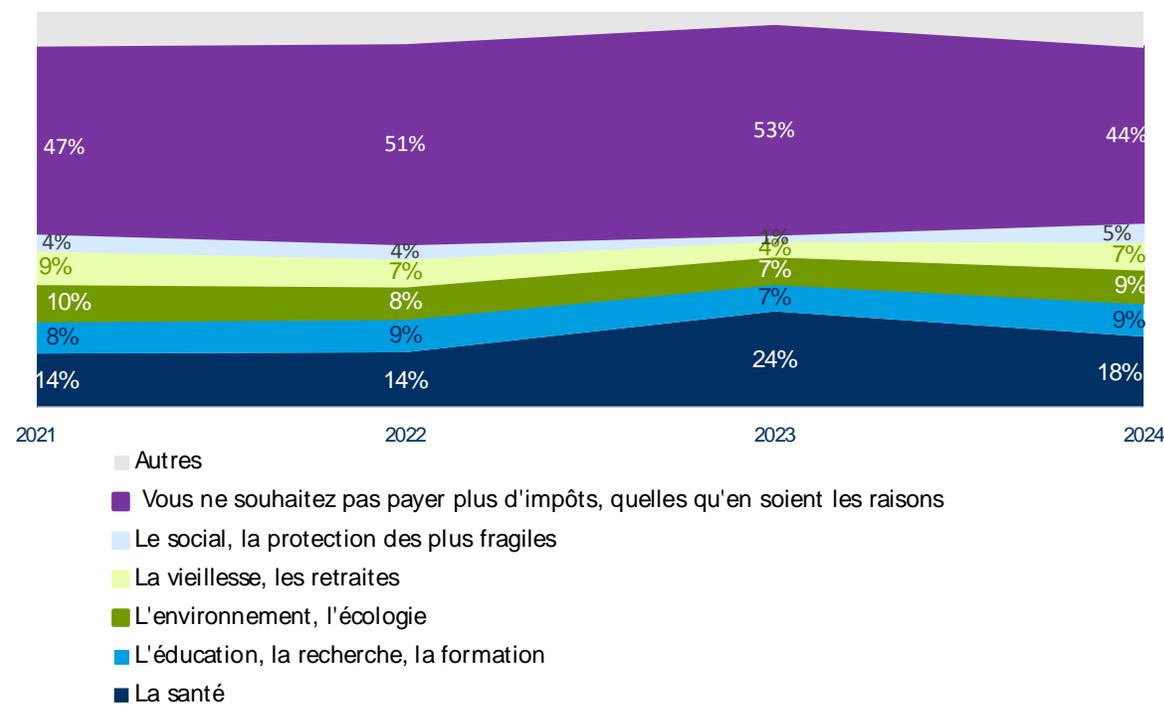
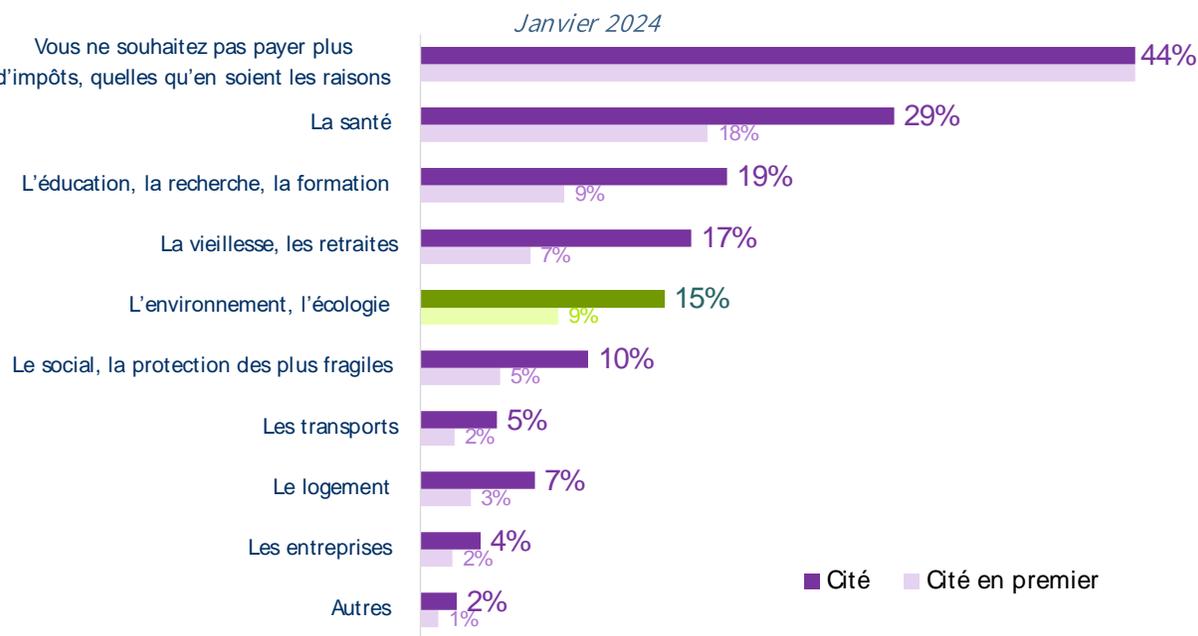
Le faible soutien à un impôt pour l'environnement est relativement stable depuis 2020 mais le refus de payer davantage d'impôt redevient minoritaire en 2024

Réponses à « Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts ? »

2 réponses parmi 11 possibles

Première réponse à « Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts ? »

Première réponse parmi 11 possibles



04. Quelles marges pour la fiscalité environnementale?

Source: Banque d'image Pixabay

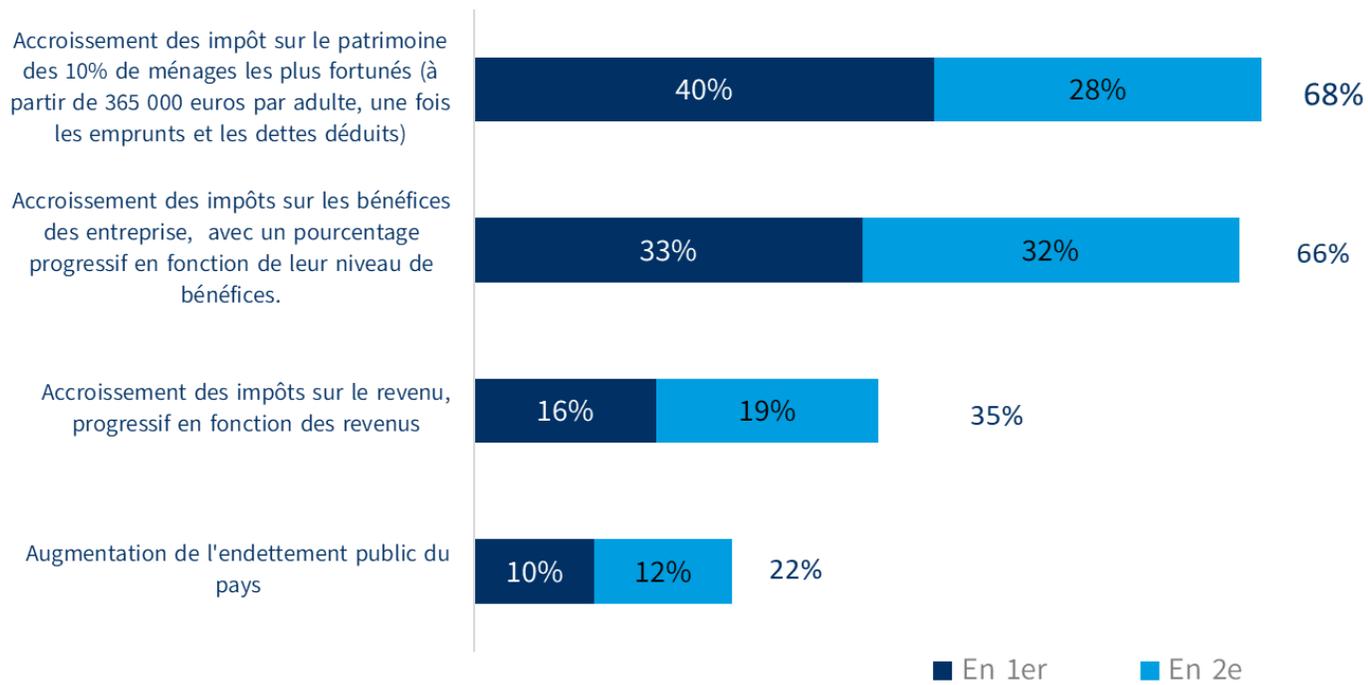


Quel financement pour le climat? Les réponses s'alignent avec une volonté de faire peser la fiscalité sur les plus riches...

« Pour atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2030 et viser la neutralité carbone en 2050, des investissements très importants seront nécessaires dans les prochaines décennies.

Différentes modalités peuvent être envisagées pour financer cette transition climatique. D'après-vous, quelle solution faut-il privilégier ? »

Janvier 2024



Le soutien à une fiscalité sur les plus aisés est élevé en moyenne pour l'ensemble des groupes de niveau de vie, y compris chez les 25% des ménages les plus aisés (38% de soutien).

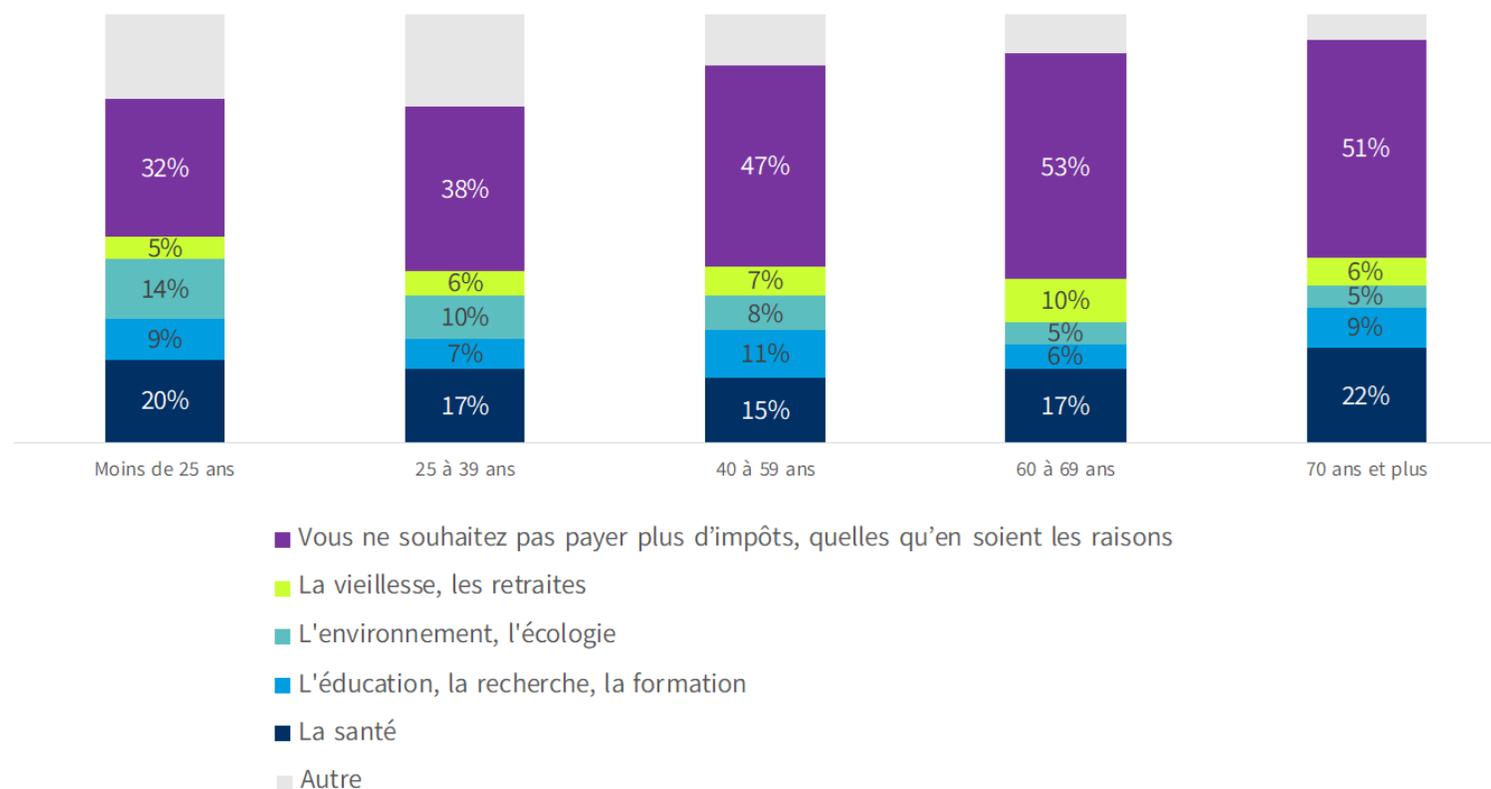
Cette opinion est à mettre en perspective avec **une certaine ignorance de son propre statut dans l'échelle des revenus**. Dans cette population des hauts revenus, 2% seulement se considèrent « privilégiés » et 8% se considèrent « aisés » (et 80% dans les classes moyennes).

Mais le soutien pour une fiscalité environnementale marque un écart générationnel

Les dépenses pour l'environnement constituent le second argument avancé par les plus jeunes, le quatrième pour les plus âgés (outre ceux qui refusent de payer davantage)

Première réponse à « Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts ? »

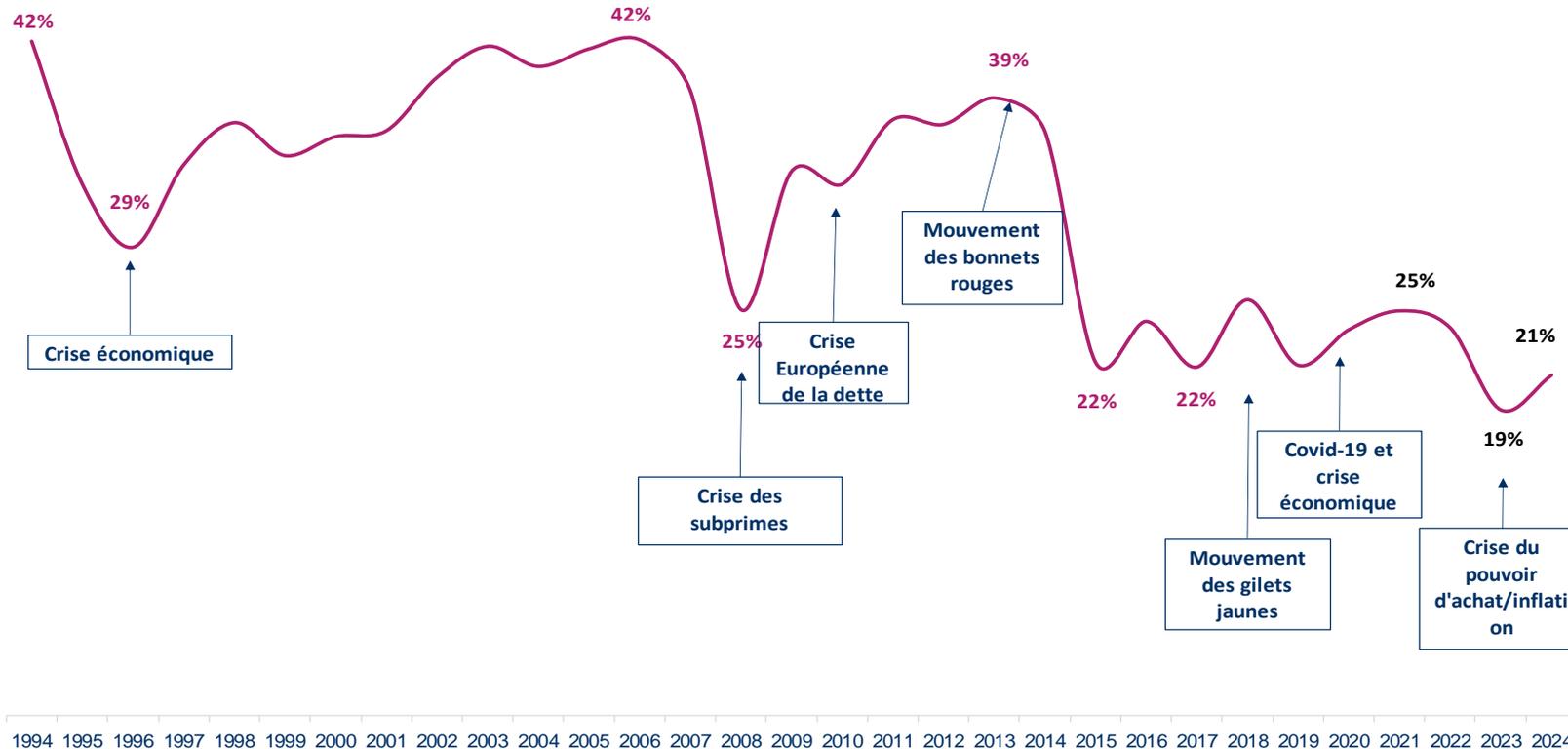
Janvier 2024



L'acceptation de la fiscalité environnementale reste basse malgré un léger rebond

Part de Français répondant oui à « Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt(e), vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? »

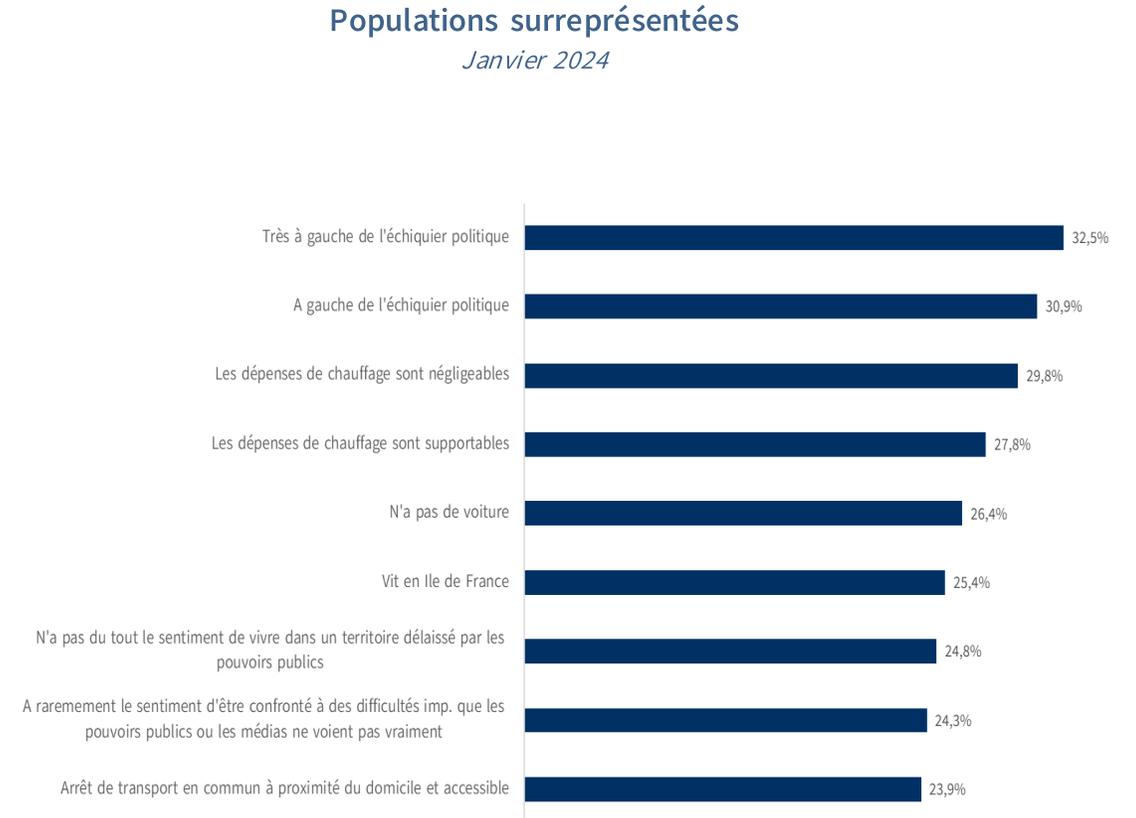
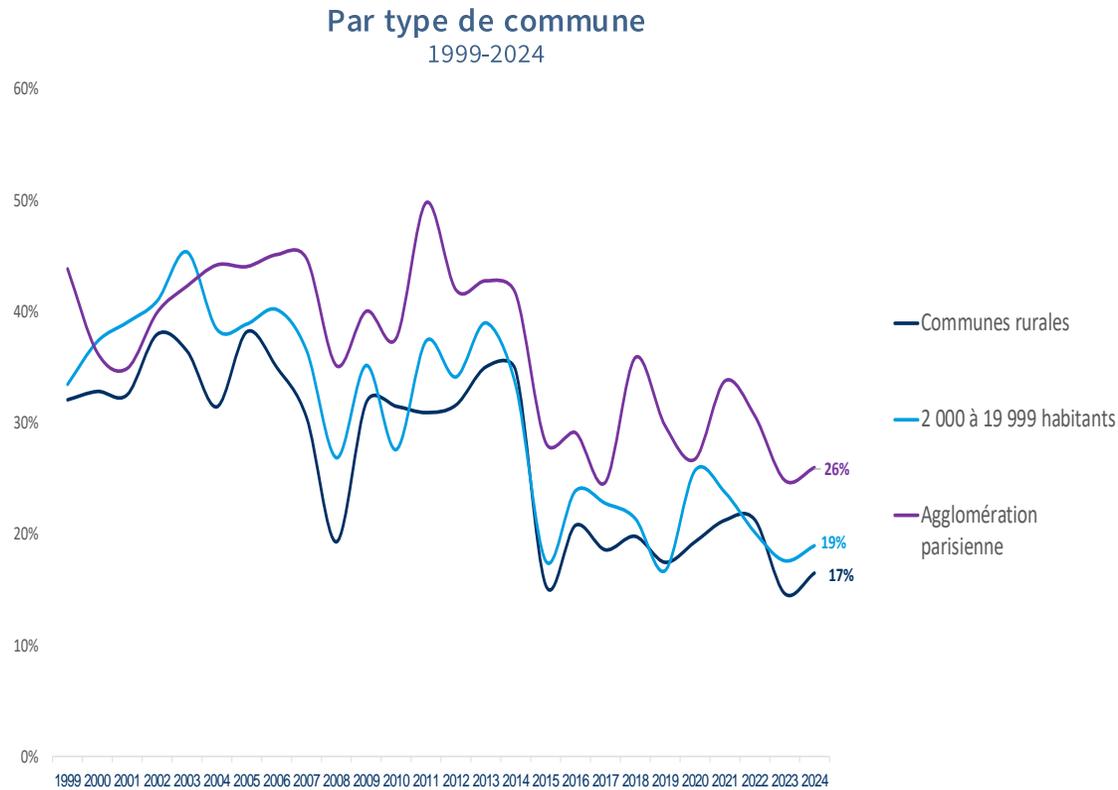
1994-2024



La baisse des prix du carburant peut expliquer un rebond en 2024 par rapport à 2023, mais le niveau reste similaire à celui de janvier 2019.

L'acceptation de la fiscalité environnementale présente de fortes divergences entre urbains et ruraux

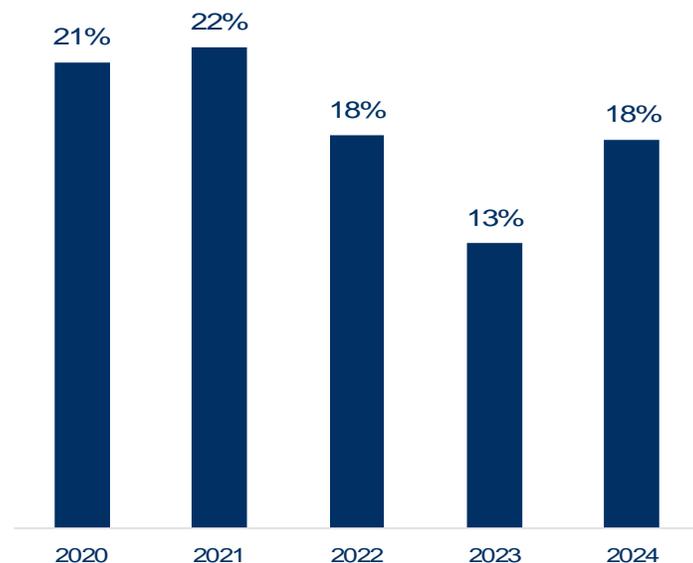
Part de Français répondant oui à « Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt(e), vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? »



L'acceptation de la fiscalité carbone n'est pas meilleure, mais connaît un fort rebond après sa chute en 2023

Part de Français répondant oui à : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? »

2020-2024



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question proposée par l'ADEME.

Populations surreprésentées

Janvier 2024



Cette acceptation est **bien plus élevée chez les jeunes** (32% des moins de 25 ans, 22% des 29-39 ans), **les diplômés du supérieur** (26%), **les classes moyennes supérieures** (22%) et **les hauts revenus** (25%).

Elle est plus forte **dans les grandes villes, chez les personnes sans voiture, vivant en appartement.**

C'est également un **objet de clivage politique.**

A noter que les chiffres par famille politique de refus définitif d'une taxe sur les carburants sont très proches du refus d'un impôt supplémentaire en général.

Une grande part des récalcitrants à une taxe carbone seraient prêts à changer d'avis

A condition que les recettes soient redistribuées ou utilisées pour la transition énergétique

Part de Français prêts à personnellement payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique

Janvier 2024

18% acceptent
quelles que soient
les conditions

42% refusent
quelles que soient
les conditions

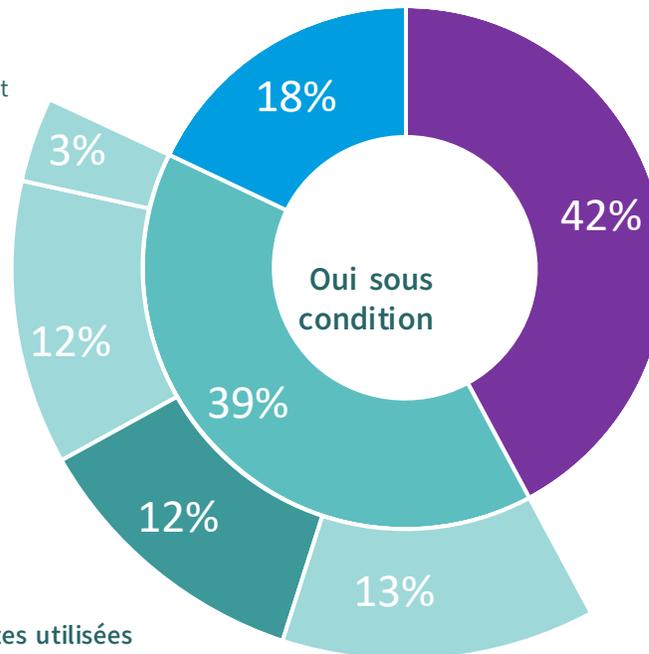
Oui, si recettes dans le budget
général

Oui, si recettes redistribuées
aux catégories modestes et
moyennes

Oui, si recettes utilisées
pour la transition
énergétique

Oui, si compensée par une
baisse d'impôt

57% de la
population prête à
accepter une
taxation
supplémentaire sur
les carburants (y
compris sous
conditions)



Près d'un Français récalcitrant sur deux pourrait changer d'avis selon l'usage des recettes

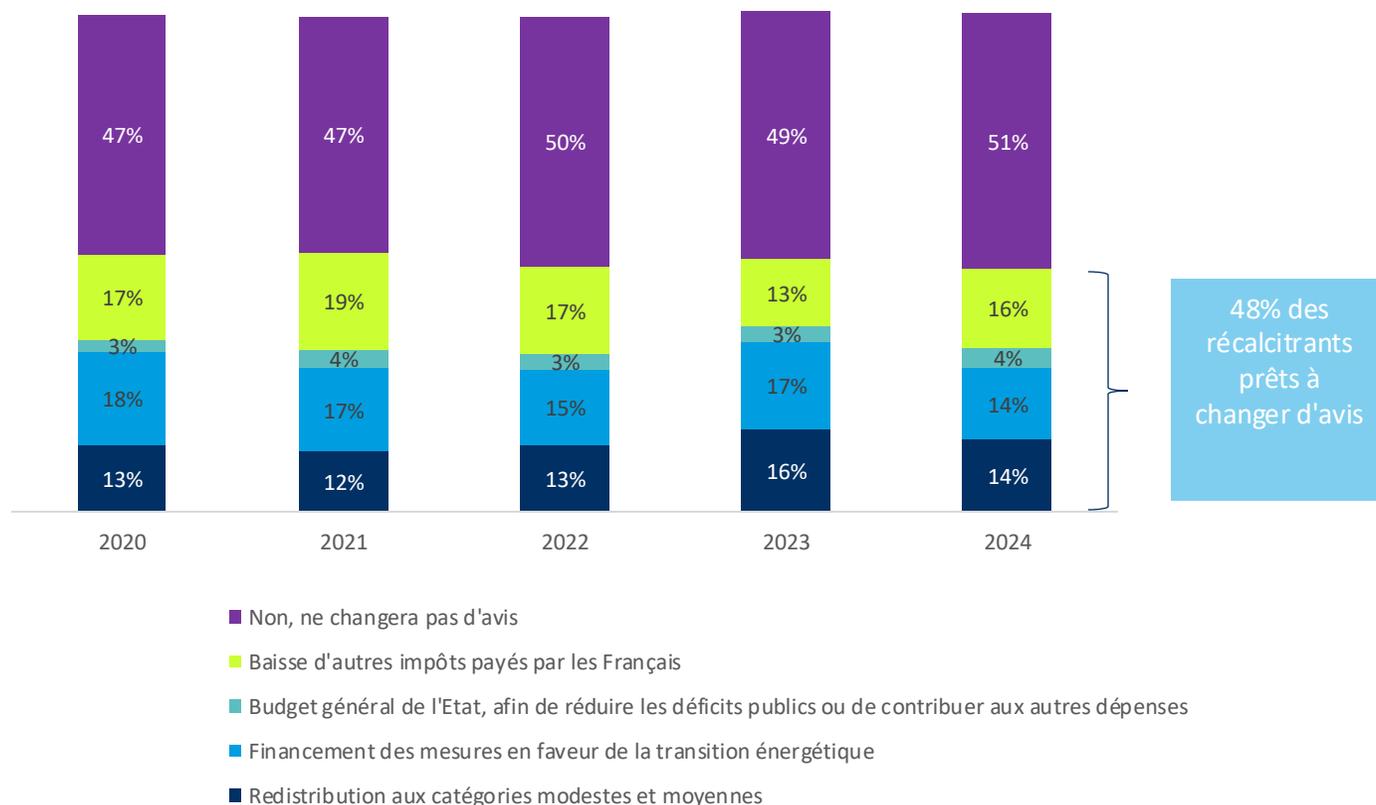
Depuis 2020, la part des récalcitrants prêts à changer d'avis reste stable.

Depuis 2023, la proportion de récalcitrants favorisant la redistribution aux plus modestes ou le financement de la transition fléchit en faveur du refus catégorique de taxation supplémentaire ou d'une volonté de baisser d'autres impôts.

Usage de la taxe carbone privilégiée par les Français

Réponse à « Vous seriez prêt à modifier votre position si ... : »

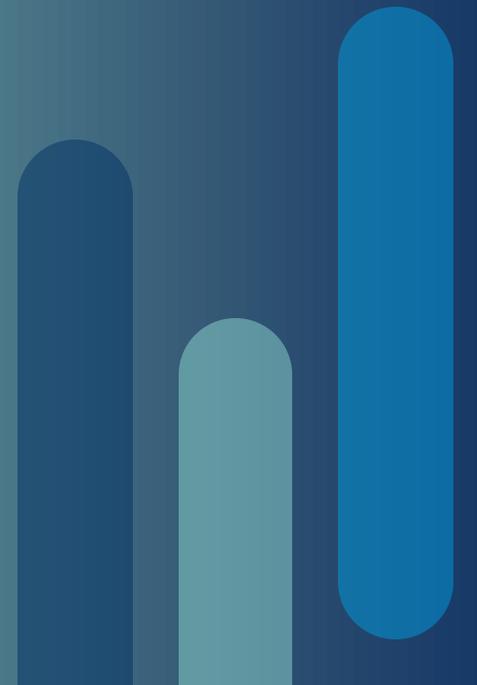
Champ: Personnes se déclarant défavorables à l'introduction d'une taxe carbone
2020-2024



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question proposée par l'ADEME.

Annexe

Questionnaire



Questionnaire

CRÉDOC

Questionnaire CDV hiver 2024
Ph46
Tronc commun[A tous] * ADEME * TAXCARBO
PH45**D1 Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?**

- . Oui 1
- . Non 2
- . Ne sait pas 3

[A tous] * ADEME * WHYCARBO
PH45**D2 <Si TAXCARBO = 1 > Idéalement, vous préférez que ... :
< Si TAXCARBO = 2 ou Si TAXCARBO =3> Vous seriez prêt à modifier votre position si ... :***(PAS de rotation aléatoire)*

- . Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement redistribuées aux Français des catégories modestes et moyennes, à l'exception des catégories supérieures (sous forme de crédit ou de baisse d'impôt)..... 1
- . Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement utilisées pour financer des mesures en faveur de la transition énergétique (aides à la rénovation des logements, au changement de véhicule, aides aux entreprises pour faciliter la diffusion des technologies moins consommatrices d'énergie, etc.) 2
- . Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement affectées au budget général de l'Etat, afin de réduire les déficits publics ou de contribuer aux autres dépenses..... 3
- . Les nouvelles taxes [soient/sont ensuite] compensées par la baisse d'autres impôts payés par les Français (TVA, impôt sur le revenu, redevance TV etc.) 4
- . < Si TAXCARBO = 2> Non, vous n'êtes pas prêt à modifier votre position quoi qu'il arrive 5
- . Ne sait pas 6

[A tous] * ADEME * LUTTCCLIM
PH45**D3 Les pays du monde entier ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ?**

- Tout à fait souhaitable 1
- Plutôt souhaitable..... 2
- Plutôt pas souhaitable..... 3
- Pas du tout souhaitable..... 4
- Ne sait pas 5

[A tous] Split d'échantillon (50%/50%) * ADEME * ECOPUNI - ECOPUNITH
PH43**D4 Selon vous, la priorité, c'est... ?**

- . Que des règles collectives limitent les comportements qui sont nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles (comme la liberté de circuler, la liberté de choisir les produits que l'on consomme, etc.) 1
- . Que les libertés individuelles soient préservées (liberté de circuler, de choisir les produits que l'on consomme, etc.), même si c'est aux dépens des enjeux collectifs liés à l'environnement 2
- . Ne sait pas 3

(Formulation alternative à tester sur 50% de l'échantillon) Selon vous, la priorité, c'est... ?

- . Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela restreint certains choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques...) 1

Questionnaire

- . Que les choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques...) soient préservés, même si c'est aux dépens de la préservation de l'environnement 2
- . Ne sait pas

[A tous] * ADEME * PTISANI
NEW

D5 Pour atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2030 et viser la neutralité carbone en 2050 (l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et leur élimination ou absorption par l'atmosphère), des investissements très importants seront nécessaires dans les prochaines décennies.

Différentes modalités peuvent être envisagées pour financer cette transition climatique. D'après-vous, quelle solution faut-il privilégier (classer par ordre de priorité de 1 à 4) ?

	En premier	En second	En troisième	En quatrième
Une augmentation de l'endettement public du pays	1	2	3	4
Un accroissement des impôts sur le patrimoine des 10% de ménages les plus fortunés (à partir de 365 000 euros par adulte, une fois les emprunts et les dettes déduits).	1	2	3	4
Un accroissement des impôts sur le revenu, progressif en fonction des revenus (faible pour les ménages modestes, plus élevé pour les ménages les plus aisés).	1	2	3	4
Un accroissement des impôts sur les bénéfices des entreprises, avec un pourcentage progressif en fonction de leur niveau de bénéfices.				

[A tous] * ADEME * WINFISC
PH43

M1 Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ?

(Une seule réponse)

- . Plutôt gagnant 1
- . Plutôt perdant 2
- . Ne sait pas 3

[A tous] * ADEME * OPIFISC
PH45

M2 Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

(Une seule réponse - PAS de rotation)

- Il faudrait que tout le monde sans exception paie l'impôt sur le revenu, même très peu 1
- Il faudrait taxer davantage les hauts revenus 2
- Il faudrait supprimer les niches fiscales, c'est-à-dire les avantages fiscaux liés à certaines dépenses ou investissements 3
- Il faudrait moins d'impôts et de taxes en général 4
- Ne sait pas 5

[A tous] * ADEME * WHYIMPO1 - WHYIMPO2
PH45

M3 Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

(Deux réponses possibles - Rotation des items (sauf les 2 derniers))

- . La santé 1 1
- . L'éducation, la recherche, la formation 2 2
- . L'environnement, l'écologie 3 3
- . La vieillesse, les retraites 4 4
- . Le social, la protection des plus fragiles 5 5
- . Les transports 6 6
- . Le logement 7 7
- . Les entreprises 8 8
- . Autres 9 9
- . Vous ne souhaitez pas payer plus d'impôts, quelles qu'en soient les raisons 10-
- . Ne sait pas, non réponse 11 11